

Format A4, 20 pages, impression 4 couleurs, papier recyclé et non chloré, broché :

Frais d'impression	120 000
Mise en page	100 000
Illustrations (5 000/illustration)	150 000
Rédaction	150 000

Une première version sera soumise à la commission d'accompagnement à la mi-juin 1999. La publication définitive est prévue début octobre 1999.

La diffusion aura lieu via les différents journaux de membres ce qui permet de réduire le frais de port à un minimum. L'objectif visé est d'avoir une diffusion simultanée pendant les mois d'octobre et de novembre.

Budget :

Coordination de la publication (1/2 des frais de personnel)	540 000
Frais de fonctionnement y afférents	125 000
Brochure proprement dite	520 000
Total de la deuxième tranche	1 185 000

3. Le suivi de la participation dans le cadre de la publication de l'avant-projet du plan fédéral de développement durable et avec cela la diffusion de la brochure en matière de modes de production et de consommation durables.

Ce volet du projet s'étale du mois de septembre 1999 à novembre 1999.

La participation au suivi de l'avant-projet du plan fédéral de développement durable sera observé de près.

En collaboration avec le « Centre de Recherche et d'Information des Organisations des Consommateurs (C.R.I.O.C.) », en tant qu'organisme coordinateur des consommateurs, tels que, entre autres, Test-Achats, les associations de consommateurs des « Socialistische Vooruitziende Vrouwen (S.V.V.) », du « Coöperatieve Verbruikersvereniging (C.V.B.) », du « Bond van Grote en Jonge Gezinnen (B.G.J.G.) », des « Katholieke Arbeidersvrouwen (K.A.V.) » et le « Katholieke Werkliedenbond (K.W.B.) ». L'objectif est, par le biais des canaux propres à ces organisations (ses journaux de membres, programmes radio et/ou TV), d'attirer l'attention sur la problématique inhérente aux modes de production et de consommation durables.

4. Budget total :

Personnel	1 080 000
Salaries (3/5)	70 000
Mi-temps	
(à recruter mi-mars pour une durée de 9 mois)	380 000
Formation	150 000
Frais de fonctionnement (location, téléphone, fax, e-mail)	250 000
Publication brochure	520 000
Total	2 000 000

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 22 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
J. PEETERS

Liggend A4, 20 pagina's, 4 kleurendruk, gerecycleerd en chloorvrij papier, geniet :

drukkosten	120 000
lay-out	100 000
illustraties (5 000 per illustratie)	150 000
redactie	150 000

Een eerste versie wordt voorgelegd aan de begeleidingscommissie midden juni 1999. De definitieve publicatie wordt voorzien begin oktober 1999.

De verspreiding gebeurt via de verschillende ledenbladen waardoor de verzendingskosten tot een minimum beperkt blijven. Er wordt gestreefd naar engeliktijdige verspreiding tijdens de maanden oktober en november.

Budget :

Coördinatie van de publicatie (1/2 van de personeelskost)	540 000
Bijhorende werkingskosten	125 000
Brochure zelf	520 000
Totaal tweede schijf	1 185 000

3. Het opvolgen van de inspraakronde naar aanleiding van de publicatie van het voorontwerp van federaal plan duurzame ontwikkeling en verdere verspreiding van de brochure inzake duurzame productie en consumptiepatronen.

Dit gedeelte van het project loopt van september 1999 tot november 1999.

De inspraakronde in opvolging van het voorontwerp van federaal plan duurzame ontwikkeling zal van nabij worden opgevolgd.

In samenwerking met het Onderzoeks- en Informatiecentrum van de Verbruikersorganisaties (O.I.V.O.), als koepel van de verbruikersorganisaties, zal de bovenvermelde brochure worden voorgesteld aan de verschillende Vlaamse consumentenorganisaties, zoals ondermeer test-aankoop, de verbruikersgroepen van de Socialistische Vooruitziende Vrouwen (S.V.V.), de Coöperatieve Verbruikersbeweging (C.V.B.), de Bond van Grote en Jonge Gezinnen (B.G.J.G.), de Katholieke Arbeidersvrouwen (K.A.V.) en de Katholieke Werkliedenbond (K.W.B.). Er zal worden gestreefd om via de geëigende kanalen van deze organisaties (eigen ledenbladen, radio en/of t.v. programma's) aandacht te vragen voor de betrokken problematiek van duurzame productie- en consumptieprijzen.

4. Totaal budget.

Personeel	1 080 000
loonkost (3/5)	700 000
halftijdse	
(aan te werven begin maart voor een periode van 9 maand)	380 000
Vorming	150 000
Werkinskosten (huur, telefoon, fax, e-mail)	250 000
Uitgave brochure	520 000
Totaal	2 000 000

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 22 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
J. PEETERS

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

F. 99 — 2571 [C — 99/16273]

(Cet arrêté annule et remplace celui publié
au Moniteur belge n° 146 du 27 juillet 1999, p. 28066)

23 JUILLET 1999. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté royal du 22 juillet 1999 instaurant une avance pour les entreprises qui sont touchées directement par la crise de la dioxine de 1999

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, 7°, inséré par la loi du 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1999 instaurant une avance pour les entreprises qui sont touchées directement par la crise de la dioxine de 1999, notamment l'article 3;

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

N. 99 — 2571 [C — 99/16273]

(Dit besluit annuleert en vervangt het besluit gepubliceerd
in het Belgisch Staatsblad nr. 146 van 27 juli 1999, blz. 28066)

23 JULI 1999. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 22 juli 1999 tot instelling van een voorschot voor ondernemingen die rechtstreeks getroffen zijn door de dioxinecrisis van 1999

De Minister van Landbouw en Middenstand,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 7°, ingevoegd bij de wet van 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juli 1999 tot instelling van een voorschot voor ondernemingen die rechtstreeks getroffen zijn door de dioxinecrisis van 1999, inzonderheid op artikel 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que des mesures doivent être prises sans délai en matière d'instauration d'une avance pour les entreprises qui sont touchées directement par la crise de la dioxine de 1999, afin de tempérer ainsi les conséquences financières de la crise et de contribuer à la continuité de ces entreprises,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « arrêté royal du 22 juillet 1999 » : l'arrêté royal du 22 juillet 1999 instaurant une avance pour les entreprises qui sont touchées directement par la crise de la dioxine de 1999;

2° « Commission spéciale » : la Commission spéciale chargée de délivrer les attestations visées à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 juillet 1999;

3° « l'attestation » : l'attestation visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 juillet 1999, délivrée par la Commission spéciale.

Art. 2. En application de l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1999, l'avance accordée suivant la procédure décrite dans le présent arrêté, est de 80 % de la valeur des frais affectivement réalisés, visés à l'article 1^{er} de l'arrêté royal précité, pour autant qu'ils n'aient d'aucune autre manière été indemnisés.

Art. 3. Les demandes visant à obtenir une avance récupérable sans intérêts, visée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 juillet 1999, doivent, indépendamment du fait si elles sont basées sur un concordat judiciaire ou sur attestation à délivrer par la Commission spéciale, être accompagnées du formulaire repris à l'annexe du présent arrêté.

Art. 4. A leur réception, il est contrôlé si les demandes sont complètes. Il est vérifié si le dossier de la demande reprend tous les documents énumérés à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 juillet 1999.

Si le dossier de la demande n'est pas complet, le demandeur est invité à compléter le dossier des pièces nécessaires.

Si le dossier de la demande est complet, il est mis à l'ordre du jour d'une chambre de la Commission spéciale qui correspond avec la langue dans laquelle la demande a été introduite.

S'il s'agit d'une demande pour laquelle une attestation est nécessaire, la Commission spéciale examine si toutes les conditions pour obtenir cette attestation sont remplies.

S'il s'agit d'une demande basée sur un concordat judiciaire, l'intervention de la Commission spéciale se limite à donner un avis aux services du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture sur les éléments énumérés à l'article 4, alinéa 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1999.

Art. 5. La Commission spéciale décide sur l'octroi de l'attestation sur base des pièces du dossier de la demande. Si elle l'estime cependant nécessaire, la Commission spéciale peut demander des données supplémentaires.

Art. 6. La Commission spéciale transmet sa décision concernant l'octroi de l'attestation aux services du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture qui sont, conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 22 juillet 1999, chargées de la décision d'octroi et du paiement de l'avance récupérable.

Art. 7. Les demandes basées sur un concordat judiciaire sont décidées par les services du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture sur base des pièces du dossier de la demande et sur base de l'avis de la Commission spéciale, visé à l'article 3, alinéa 5. Si elles l'estiment nécessaire, elles peuvent demander des données supplémentaires.

Art. 8. Une fois que la décision a été prise, les services du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture en avertissent le demandeur. Si l'avance récupérable et sans intérêts est octroyée, ils avertissent le demandeur également de la hauteur de l'avance accordée.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 juillet 1999.

J. GABRIELS

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld maatregelen moeten genomen worden inzake de instelling van een voorschot voor ondernemingen die rechtstreeks getroffen zijn door de dioxinecrisis van 1999 om aldus de financiële gevolgen van de crisis te milderen en bij te dragen tot de continuïteit van deze ondernemingen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « koninklijk besluit van 22 juli 1999 » : het koninklijk besluit van 22 juli 1999 tot instelling van een voorschot voor ondernemingen die rechtstreeks getroffen zijn door de dioxinecrisis van 1999;

2° « bijzondere Commissie » : de bijzondere Commissie belast met de aflevering van de attesten bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 juli 1999;

3° « het attest » : het attest bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 juli 1999, verstrekt door de bijzondere Commissie.

Art. 2. In toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 juli 1999 bedraagt het voorschot toegekend volgens de procedure, beschreven in onderhavig besluit, 80 % van de tegenwaarde van de effectief gedane kosten, bedoeld in artikel 1 van voormeld koninklijk besluit, voor zover zij op geen enkele andere wijze werden vergoed.

Art. 3. De aanvragen tot het bekomen van een renteloos en terugvorderbaar voorschot, bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 juli 1999, ongeacht of ze gesteund zijn op een gerechtelijk akkoord, dan wel op een door de bijzondere Commissie af te leveren attest, dienen vergezeld te zijn van het formulier, opgenomen in de bijlage van dit besluit.

Art. 4. Bij ontvangst wordt gecontroleerd of de aanvragen volledig zijn. Hierbij wordt nagegaan of het aanvraagdossier alle documenten opgesomd in artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 juli 1999 bevat.

Indien het aanvraagdossier niet volledig is, wordt de aanvrager verzocht het dossier met de nodige stukken te vervolledigen.

Wanneer het ingediende aanvraagdossier volledig is, wordt het op de agenda geplaatst van een kamer van de bijzondere Commissie die overeenstemt met de taal waarin de aanvraag is ingediend.

Wanneer het een aanvraag betreft waarvoor een attest vereist is, onderzoekt de bijzondere Commissie of voldaan is aan alle voorwaarden om dit attest te bekomen.

Wanneer het een aanvraag betreft die gesteund is op een gerechtelijk akkoord, is de tussenkomst van de bijzondere Commissie beperkt tot het verlenen van een advies aan de diensten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw over de elementen opgesomd in artikel 4, tweede lid van het koninklijk besluit van 22 juli 1999.

Art. 5. De bijzondere Commissie beslist over het verlenen van het attest op basis van de stukken van het aanvraagdossier. Indien zij dit nodig acht, kan de bijzondere Commissie evenwel bijkomende gegevens inwinnen.

Art. 6. De bijzondere Commissie maakt haar beslissing inzake het verlenen van het attest over aan de diensten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw, die overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 22 juli 1999 belast zijn met de beslissing inzake het toekennen en uitbetalen van het terugvorderbaar voorschot.

Art. 7. De aanvragen die gesteund zijn op een gerechtelijk akkoord worden door de diensten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw beslist op basis van de stukken van het aanvraagdossier en op basis van het advies van de bijzondere Commissie, bedoeld in artikel 3, vijfde lid. Indien zij dit nodig achten, kunnen zij evenwel bijkomende gegevens inwinnen.

Art. 8. Eenmaal over de aanvraag werd beslist, brengen de diensten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw, de aanvrager hiervan op de hoogte. Ingeval het terugvorderbaar renteloos voorschot wordt toegekend, brengen zij de aanvrager tevens op de hoogte van de omvang van het toegekende voorschot.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 23 juli 1999.

J. GABRIELS

Annexe 1

<div>MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE</div> <div>AVANCE POUR LES ENTREPRISES TOUCHEES DIRECTEMENT PAR LA CRISE DE LA DIOXINE 1999.</div> <div>DEMANDE D'AVANCE POUR LES PERSONNES PHYSIQUES</div> <div>CE DOCUMENT DOIT ETRE ENVOYE A L'ATTENTION DU</div>	
	<div>Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture</div> <div>Administration de la Politique des P.M.E.</div> <div>Monsieur Roger Desmet-Carlier</div> <div>World Trade Center III, 27ème étage.</div> <div>Boulevard Simon Bolivar, 30.</div> <div>1000 Bruxelles.</div>

Rapport de l'expert

I. PREAMBULE

En date du (1),

le soussigné (2),

.....

..... (3),

dont les bureaux ont établis (4)

déclare avoir été mandaté par Monsieur (Madame), exerçant la profession de (5), dont le siège d'activités est situé à , en vue d'établir les documents accompagnant la demande de l'avance financière introduite telle que prévue par l'Arrêté Royal du instaurant une avance pour les entreprises touchées directement par la crise de la dioxine de 1999.

Monsieur (Madame) a confirmé qu'aucun confrère ou membre d'un autre Institut concerné par ledit Arrêté Royal n'a été chargé de la présente mission.

II. L'IDENTIFICATION DE LA MISSION

2.1 CADRE JURIDIQUE

Afin de sauvegarder la position financière des entreprises, et compte tenu des préoccupations pour la santé publique et le bien-être animal, le Gouvernement a arrêté certaines mesures d'urgence. Ces mesures portent sur les entreprises les plus touchées par la crise de la dioxine et concernent, entre autres, l'Arrêté Royal du 22 juillet 1999 instaurant une avance pour les entreprises touchées directement par la crise de la dioxine de 1999, publié au *Moniteur Belge* du 22 juillet 1999, date d'entrée en vigueur.

L'Arrêté Royal prévoit :

Article 1^{er} - § 1^{er} Les entreprises qui démontrent, conformément à la procédure décrite à l'article 4, que les produits d'origine animale, destinés à la consommation qui sont contaminés, soit dont la date de péremption est dépassée suite aux mesures de saisie conservatoire dans le cadre de la crise de la dioxine prises par les autorités belges, européennes ou les autorités de pays tiers, et pour lesquels ils ont réalisé des frais en vue de leur acquisition, traitement, transformation, transport ou leur maintien en état, ont été détruits, peuvent, à leur demande, obtenir pour une période de cinq ans, une avance sans intérêts et récupérable à charge de l'allocation de base 31/55.2.4.8102 « avances récupérables aux entreprises touchées par la crise de la dioxine ».

§ 2 L'avance visée au § 1^{er} devra être remboursée en quatre tranches annuelles et identiques à partir de la deuxième année qui suit celle du paiement.

§ 3. Une seule demande peut être introduite par entreprise et pour un montant total indemnisable qui est d'au moins 100.000 BEF.

Art. 2. L'avance ne peut pas dépasser les dommages effectivement subis dans le cadre de la crise de la dioxine, limités au maximum à 80 % de la valeur des frais effectivement réalisés, visés à l'article 1^{er}.

Article 4. La demande visée à l'article 1^{er}, n'est valable que si le demandeur ne peut bénéficier d'avances sur la base d'un préfinancement par le Fonds pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux et qu'il a obtenu soit un jugement accordant un sursis provisoire de paiement, conformément à l'article 16 de la loi du 17 juillet 1977 relative au concordat judiciaire, soit une attestation délivrée par la Commission visée par l'article 3, qui confirme que :

1° la valeur des produits d'origine animale détruits, visés à l'article 1^{er}, est, soit au moins de 4 % de la valeur des achats du demandeur en 1998, tels qu'ils figurent aux déclarations T.V.A. y afférentes, si la valeur est déterminée sur base d'un prix d'achat qui était d'application pendant le mois de mai 1999, soit au moins de 4 % de la valeur des ventes du demandeur en 1998, tels qu'ils figurent aux déclarations TVA y afférentes, si la valeur est déterminée sur la base d'un prix de vente qui était d'application pendant le mois de mai 1999 et;

2° - s'il s'agit d'une société, que la valeur précitée des produits détruits est au moins de 33 % des fonds propres de la société au 31 décembre 1998, augmentés des dettes à court terme envers les associés à cette même date;

- s'il s'agit d'une personne physique, que la valeur précitée des produits détruits est au moins de 33 % de la différence entre d'une part, les immobilisations, visées à l'article 41 CIR 1992, augmentées des stocks au 31 décembre 1998 et d'autre part, le montant au 31 décembre 1998 des dettes qui ont trait à l'activité professionnelle exercée.

Pour être valable, la demande doit être en outre accompagnée des documents suivants :

1° un inventaire exact des produits d'origine animale qui ont fait l'objet d'une destruction , confirmé par écrit par un comptable agréé, un expert-comptable, un réviseur d'entreprises ou un autre expert-comptable externe, désigné à cette fin, par le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

2° le visa de l'autorité compétente pour la collecte ou la destruction des produits visés, ou chargée de la supervision de celle-ci;

3° un décompte exact des frais visés à l'article 1^{er}, accompagné des pièces justificatives.

2.2. OBJET SPECIFIQUE DE LA MISSION

Dans le cadre des dispositions précitées, l'entreprise demanderesse d'une avance entre dans les conditions requises par l'article 4 de l'Arrêté Royal précité. Ceci implique une confirmation de l'inventaire visé à l'article 4,§ 2,1°, ainsi que du décompte exact des frais visés à l'article 1^{er}, accompagné des pièces justificatives.

2.3. LIMITE DE LA MISSION

La mission de l'expert ne consiste pas en une mission de contrôle. Il s'agit d'un relevé d'informations issues de la comptabilité tenue en application de la loi du 17 juillet 1975 et établie sous l'entière responsabilité de l'entrepreneur. Toutefois, l'entrepreneur a confirmé par écrit :

— que les informations présentées couvrent l'ensemble des opérations de l'entreprise, de ses avoirs, droits de toute nature, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature.

— que l'entreprise ne peut pas bénéficier d'avances sur la base d'un préfinancement par le Fonds pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux.

— qu'aucune autre demande n'a été introduite et/ou ne sera introduite dans le cadre des mêmes dispositions par la voie d'un autre professionnel de la comptabilité ou non.

III. IDENTIFICATION DU REQUERANT

L'entrepreneur est Monsieur (Madame), exerçant la profession de depuis le, domicilié à et dont le siège des activités se situe à

L'objet de son activité est définie comme suit :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

T.V.A. n° R.C. de n°
Compte bancaire sur lequel l'avance sera éventuellement versée :

IV. SITUATION ACTIVE ET PASSIVE – CALCUL DE LA DIFFERENCE
PREVUE A L'ARTICLE 4, § 1, 2°, POUR LES PERSONNES PHYSIQUES

La différence entre d'une part, les immobilisations, visées à l'article 41 CIR 1992, augmentées des stocks au 31 décembre 1998, et d'autre part, le montant au 31 décembre 1998 des dettes qui ont trait à l'activité professionnelle est de BEF (EUR).

Le montant des immobilisations susdites est d'un montant de (EUR).

Le montant des stocks est deBEF (EUR)

Le montant des dettes qui ont trait à l'activité professionnelle est de : BEF(EUR).

V. INVENTAIRE PREVU A L'ARTICLE 4, § 2.1° DE L'ARRETE ROYAL DU INSTAURANT UNE AVANCE
POUR LES ENTREPRISES TOUCHEES DIRECTEMENT PAR LA CRISE DE LA DIOXINE EN 1999

Vous trouverez en annexe l'inventaire des produits qui ont fait l'objet d'une destruction dans le cadre de la crise de la dioxine en 1999.

Nous avons vérifié et confirmons que les biens concernés par la destruction faisaient bien partie des avoirs de l'entreprise.

VI. DECOMPTE EXACT DES FRAIS VISES A L'ARTICLE 1er DE L'ARRETE ROYAL DU 22 JUILLET 1999
INSTAURANT UNE AVANCE POUR LES ENTREPRISES TOUCHEES DIRECTEMENT
PAR LA CRISE DE LA DIOXINE EN 1999

Compte tenu des informations comptables en notre possession à ce jour, nous avons établi le relevé de l'ensemble des frais d'acquisition, de traitement, de transformation, de transport ou de maintien en état des produits suivant le critère de l'article 1^{er} de l'Arrêté Royal.

Le décompte que nous avons établi figure en annexe (6).

Il en résulte que le coût, déterminé sur la base du prix applicable en mai 1999, tel que compris par l'Arrêté Royal est de BEF (EUR).

VII. VERIFICATION DES CRITERES PERMETTANT L'OBTENTION D'UNE AVANCE	
7.1. CALCUL DE LA LIMITE DES 4 %	
La valeur des produits d'origine animale détruits représente :	
- Soit 4 % de la valeur des achats en 1998, conformément aux déclarations TVA y afférentes, si la valeur des produits détruits est déterminée sur la base d'un prix d'achat qui était d'application au mois de mai 1999.	
Montant des achats suivant la déclaration de TVA :BEF (EUR).	
4 % de la valeur de ces achats :BEF (EUR).	
- Soit 4 % de la valeur des ventes en 1998, conformément aux déclarations TVA y afférentes, si la valeur des produits détruits est déterminée sur la base d'un prix de vente qui était d'application au mois de mai 1999.	
Montant des ventes suivant la déclaration de TVA :BEF (EUR).	
4 % de la valeur de ces ventes :BEF (EUR).	
Les coûts prévus à l'article 1 ^{er} de l'Arrêté Royal, déterminés sur la base du prix applicable en mai 1999, sont deBEF (EUR), à comparer respectivement, soit au montant des achats deBEF (EUR), soit au montant des ventes deBEF (EUR). Il en résulte que les coûts sont au moins égaux à 4 % des achats de 1998 (et/ou des ventes de 1998) compte tenu de l'adaptation au prix de mai 1999.	
7.2. CALCUL DE LA LIMITE DE LA DIFFERENCE DECRITE A L'ARTICLE 4, § 1, 2°.	
Compte tenu du calcul de la différence entre d'une part les immobilisations, visées à l'article 41 CIR 1992, les stocks et, d'autre part, les dettes qui ont trait à l'activité, soit BEF(EUR), les 33 % cités par l'article 4, § 1, 2°, sont de BEF(EUR).	
Les coûts prévus à l'article 1 ^{er} de l'Arrêté Royal, déterminés sur la base du prix applicable en mai 1999, sont de . BEF (EUR) et par voie de conséquence au moins égaux aux 33 % repris ci-dessus.	

VIII. CALCUL DE L'AVANCE	
Le montant des coûts prévus à l'article 1 ^{er} de l'Arrêté Royal, soit BEF (EUR), sont au moins égaux aux limites imposées par l'Arrêté Royal et supérieurs à 100.000 BEF. Le montant de l'avance demandée, à concurrence de 80 % de la valeur précitée, est de BEF (EUR).	
Fait, le	
Signature de l'expert	

DECLARATION DU REQUERANT	
Je déclare sur l'honneur :	
- que les informations présentées à l'expert couvrent l'ensemble des opérations de l'entreprise, de ses avoirs, droits de toute nature, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature.	
- que l'entreprise ne peut pas bénéficier d'avances sur la base d'un préfinancement par le Fonds pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux.	
- qu'aucune autre demande n'a été introduite et/ou ne sera introduite dans le cadre des mêmes dispositions par la voie d'un autre professionnel de la comptabilité ou non.	
- que les produits relevés dans l'inventaire étaient bien d'origine animale.	
J'ai également pris connaissance de l'article 6 de l'Arrêté Royal stipulant que :	
« Art. 6. § 1er Si des irrégularité sont constatées, les entreprises concernées peuvent être exclues intégralement ou partiellement des avantages qui découlent du présent arrêté.	
§ 2 Les entreprises dont il a été établi à titre définitif qu'elles ont commis des faits punissables liés à la crise de la dioxine, sont excles des avantages qui découlent du présent arrêté. »	
J'accepte de respecter les conditions de remboursement prévues dans le cadre de l'octroi des avances remboursables. En cas de non respect de celles-ci et après mise en demeure, je suis conscient(e) que toutes les formes habituelles du droit en la matière seront applicables en vue de la récupération de ces avances.	
Le requérant.	
Signature du requérant	

CADRE RESERVE A LA COMMISSION SPECIALE	
La Commission spéciale prévue par l'article 3 de l'Arrêté Royal du instaurant une avance pour les entreprises qui sont touchées directement par la crise de la dioxine de 1999 est d'avis que :	
l'entreprise entre dans les critères prévus par l'Arrêté Royal instaurant une avance pour les entreprises qui sont touchées directement par la crise de la dioxine et que l'avance qui peut être accordée s'élève à BEF (EUR).	
l'entreprise n'entre pas dans les critères prévus par l'Arrêté Royal instaurant une avance pour les entreprises qui sont touchées directement par la crise de la dioxine et que le calcul du plafond est correct.	

Rapport de l'expert

I. PREAMBULE

En date du (1),
le soussigné (2),
.....
..... (3),
dont les bureaux ont établis (4)
déclare avoir été mandaté par Monsieur (Madame), exerçant la profession de
..... (5), domicilié(e) (6) agissant
en qualité de (7) de la société
..... dont le siège d'activités est situé à
....., en vue d'établir les documents accompagnant la demande de l'avance
financière introduite telle que prévue par l'Arrêté Royal du
instaurant une avance pour les entreprises touchées directement par la crise de la dioxine de 1999.

Les représentants de la société ont confirmé a confirmé qu'aucun confrère ou membre
d'un autre Institut concerné par ledit Arrêté Royal n'a été chargé de la présente mission.

II. L'IDENTIFICATION DE LA MISSION.

2.1 CADRE JURIDIQUE

Afin de sauvegarder la position financière des entreprises, et compte tenu des préoccupations pour la santé publique et le bien-être animal, le Gouvernement a arrêté certaines mesures d'urgence. Ces mesures portent sur les entreprises les plus touchées par la crise de la dioxine et concernent, entre autres, l'Arrêté Royal du 22 juillet 1999 instaurant une avance pour les entreprises touchées directement par la crise de la dioxine de 1999, publié au *Moniteur Belge* du 27 juillet 1999, date d'entrée en vigueur.

L'Arrêté Royal prévoit :

Article 1^{er} - § 1^{er} Les entreprises qui démontrent, conformément à la procédure décrite à l'article 4, que les produits d'origine animale, destinés à la consommation qui sont contaminés, soit dont la date de péremption est dépassée suite aux mesures de saisie conservatoire dans le cadre de la crise de la dioxine prises par les autorités belges, européennes ou les autorités de pays tiers, et pour lesquels ils ont réalisé des frais en vue de leur acquisition, traitement, transformation, transport ou leur maintien en état, ont été détruits, peuvent, à leur demande, obtenir pour une période de cinq ans, une avance sans intérêts et récupérable à charge de l'allocation de base 31/55.2.4.8102 « avances récupérables aux entreprises touchées par la crise de la dioxine ».

§ 2 L'avance visée au § 1^{er} devra être remboursée en quatre tranches annuelles et identiques à partir de la deuxième année qui suit celle du paiement.

§ 3. Une seule demande peut être introduite par entreprise et pour un montant total indemnisable qui est d'au moins 100.000 BEF.

Art. 2. L'avance ne peut pas dépasser les dommages effectivement subis dans le cadre de la crise de la dioxine, limités au maximum à 80 % de la valeur des frais effectivement réalisés, visés à l'article 1^{er}.

Article 4. La demande visée à l'article 1^{er}, n'est valable que si le demandeur ne peut bénéficier d'avances sur la base d'un préfinancement par le Fonds pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux et qu'il a obtenu soit un jugement accordant un sursis provisoire de paiement, conformément à l'article 16 de la loi du 17 juillet 1977 relative au concordat judiciaire, soit une attestation délivrée par la Commission visée par à l'article 3, qui confirme que :

1° la valeur des produits d'origine animale détruits, visés à l'article 1^{er}, est, soit au moins de 4 % de la valeur des achats du demandeur en 1998, tels qu'ils figurent aux déclarations T.V.A. y afférentes, si la valeur est déterminée sur base d'un prix d'achat qui était d'application pendant le mois de mai 1999, soit au moins de 4 % de la valeur des ventes du demandeur en 1998, tels qu'ils figurent aux déclarations TVA y afférentes, si la valeur est déterminée sur la base d'un prix de vente qui était d'application pendant le mois de mai 1999 et,

2° - s'il s'agit d'une société, que la valeur précitée des produits détruits est au moins de 33 % des fonds propres de la société au 31 décembre 1998, augmentés des dettes à court terme envers les associés à cette même date;

- s'il s'agit d'une personne physique, que la valeur précitée des produits détruits est au moins de 33 % de la différence entre d'une part, les immobilisations, visées à l'article 41 CIR 1992, augmentées des stocks au 31 décembre 1998 et d'autre part, le montant au 31 décembre 1998 des dettes qui ont trait à l'activité professionnelle exercée.

Pour être valable, la demande doit être en outre accompagnée des documents suivants :

1° un inventaire exact des produits d'origine animale qui ont fait l'objet d'une destruction , confirmé par écrit par un comptable agréé, un expert-comptable, un réviseur d'entreprises ou un autre expert-comptable externe, désigné à cette fin, par le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

2° le visa de l'autorité compétente pour la collecte ou la destruction des produits visés, ou chargée de la supervision de celle-ci;

3° un décompte exact des frais visés à l'article 1^{er}, accompagné des pièces justificatives.

2.2. OBJET SPECIFIQUE DE LA MISSION

Dans le cadre des dispositions précitées, l'entreprise demanderesse d'une avance entre dans les conditions requises par l'article 4 de l'Arrêté Royal précité. Ceci implique une confirmation de l'inventaire visé à l'article 4, § 2, 1°, ainsi que du décompte exact des frais visés à l'article 1^{er}, accompagné des pièces justificatives.

2.3. LIMITE DE LA MISSION

La mission de l'expert ne consiste pas en une mission de contrôle. Il s'agit d'un relevé d'informations issues de la comptabilité tenue en application de la loi du 17 juillet 1975 et établie sous l'entière responsabilité de l'organe de gestion de la société (de l'entrepreneur). Toutefois, l'organe de gestion a confirmé par écrit :

- que les informations présentées couvrent l'ensemble des opérations de l'entreprise, de ses avoirs, droits de toute nature, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature.

- que l'entreprise ne peut pas bénéficier d'avances sur la base d'un préfinancement par le Fonds pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux.

- qu'aucune autre demande n'a été introduite et/ou ne sera introduite dans le cadre des mêmes dispositions par la voie d'un autre professionnel de la comptabilité ou non.

III. IDENTIFICATION DU REQUERANT

3.1. OBJET SOCIAL, DENOMINATION

Dénomination :

Siège social :

Constitution et forme juridique :

L'entreprise est une (8),
société constituée

- par devant en date,
Notaire à, en date, au capital de
..... Acte publié dans les annexes du *Moniteur belge* du
.....

- par acte sous sein privé, en date du, en autant d'exemplaires
que de partie.

Durée :

Activités commerciales :

.....
.....
.....
.....
.....

T.V.A. n° R.C. den°.....

Compte bancaire sur lequel l'avance sera éventuellement versée :

3.2. COORDONNEES DES ADMINISTRATEURS, GERANT(S) OU DU (DE LA) RESPONSABLE A CONTACTER
DANS LE CADRE DU DOSSIER (nom, prénom, adresse) :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

IV. SITUATION ACTIVE ET PASSIVE – CALCUL DES FONDS PROPRES

Les comptes annuels arrêtés en date du sont joints en annexe en la forme
requis pour le dépôt :

Ils présentent à cette date des fonds propres, d'un montant de BEF (EUR), tandis que les dettes à court terme
envers les associés s'élèvent à BEF (EUR).

V. INVENTAIRE PREVU A L'ARTICLE 4, § 2, 1° DE L'ARRETE ROYAL DU
INSTUARANT UNE AVANCE POUR LES ENTREPRISES TOUCHEES DIRECTEMENT
PAR LA CRISE DE LA DIOXINE EN 1999

Vous trouverez en annexe l'inventaire des produits qui ont fait l'objet d'une destruction dans le cadre de la crise de
la dioxine de 1999.

Nous avons vérifié et confirmons que les biens concernés par la destruction faisaient bien partie des avoirs de
l'entreprise.

VI. DECOMPTE EXACT DES FRAIS VISES A L'ARTICLE 1ER DE L'ARRETE ROYAL DU 22 JUILLET 1999
INSTAURANT UNE AVANCE POUR LES ENTREPRISES
TOUCHEES DIRECTEMENT PAR LA CRISE DE LA DIOXINE EN 1999

Compte tenu des informations comptables en notre possession à ce jour, nous avons établi le relevé de l'ensemble
des frais d'acquisition, de traitement, de transformation, de transport ou de maintien en état des produits suivant
le critère de l'article 1^{er} de l'Arrêté Royal.

Le décompte que nous avons établi figure en annexe (9).

Il en résulte que le coût, déterminé sur la base du prix applicable en mai 1999, tel que compris par l'Arrêté Royal
est de BEF (EUR).

VII. VERIFICATION DES CRITERES PERMETTANT L'OBTENTION D'UNE AVANCE

7.1. CALCUL DE LA LIMITE DES 4 %

La valeur des produits d'origine animale détruits représente :

- Soit 4 % de la valeur des achats en 1998, conformément aux déclarations TVA y afférentes, si la valeur des produits détruits est déterminée sur la base d'un prix d'achat qui était d'application au mois de mai 1999.

Montant des achats suivant la déclaration de TVA :BEF (EUR).

4 % de la valeur de ces achats :BEF (EUR).

- Soit 4 % de la valeur des ventes en 1998, conformément aux déclarations TVA y afférentes, si la valeur des produits détruits est déterminée sur la base d'un prix de vente qui était d'application au mois de mai 1999.

Montant des ventes suivant la déclaration de TVA : (EUR).

4 % de la valeur de ces ventes : BEF (EUR).

Les coûts prévus à l'article 1^{er} de l'Arrêté Royal, déterminés sur la base du prix applicable en mai 1999, sont de . BEF (EUR), à comparer respectivement, soit au montant des achats de . BEF (EUR), soit au montant des ventes de BEF (EUR). Il en résulte que les coûts sont au moins égaux à 4 % des achats de 1998 (et/ou des ventes de 1998) compte tenu de l'adaptation au prix de mai 1999.

7.2 CALCUL DE LA LIMITE DES FONDS PROPRES

Compte tenu des fonds propres, augmentés des dettes à court terme vis-à-vis des associés, tels que calculés au point 4 soit BEF(EUR), les 33 % cités par l'article 4,§ 1, 2°, sont de BEF (EUR).Les coûts prévus à l'article 1^{er} de l'Arrêté Royal, déterminés sur la base du prix applicable en mai 1999, sont deBEF (EUR) et par voie de conséquence au moins égaux aux 33 % repris ci-dessus.

VIII. CALCUL DE L'AVANCE

Le montant des coûts prévus à l'article 1^{er} de l'Arrêté Royal, soit BEF (EUR), est au moins égal aux limites imposées par l'Arrêté Royal et supérieur à 100.000 BEF.

Le montant de l'avance demandée, à concurrence de 80 % de la valeur précitée, est deBEF (EUR).

Fait à, le

Signature de l'expert

DECLARATION DU REQUERANT

Nous déclarons sur l'honneur :

- que les informations présentées à l'expert couvrent l'ensemble des opérations de l'entreprise, de ses avoirs, droits de toute nature, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature.
- que notre entreprise ne peut bénéficier d'avances sur la base d'un préfinancement par le Fonds pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux.
- qu'aucune autre demande n'a été introduite et/ou ne sera introduite dans le cadre des mêmes dispositions par la voie d'un autre professionnel de la comptabilité ou non.
- que les produits relevés dans l'inventaire étaient bien d'origine animale.

Nous avons également pris connaissance de l'article 6 de l'Arrêté Royal stipulant que :

« Art. 6. § 1er Si des irrégularités sont constatées, les entreprises concernées peuvent être exclues intégralement ou partiellement des avantages qui découlent du présent arrêté.§ 2 Les entreprises dont il a été établi à titre définitif qu'elles ont commis des faits punissables liés à la crise de la dioxine, sont exclues des avantages qui découlent du présent arrêté. »

Nous acceptons de respecter les conditions de remboursement prévues dans le cadre de l'octroi des avances remboursables. En cas de non respect de celles-ci et après mise en demeure, nous sommes conscients que toutes les formes habituelles du droit en la matière seront applicables en vue de la récupération de ces avances.

Le requérant.

Signature du requérant

